

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
MINISTÈRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF
MINISTÈRE DE L'ARTISANAT, DU COMMERCE ET DU TOURISME

Le choix de la CEE par la France

L'Europe économique en débat
de Mendès France à de Gaulle
(1955-1969)

USM 190805

Laurent Warlouzet

Avant-propos d'Éric Bussière

Préface de Michel Albert

COMITÉ POUR L'HISTOIRE ÉCONOMIQUE
ET FINANCIÈRE DE LA FRANCE

Dipartimento di Scienze Politiche Biblioteca
Inq. DSP 6793
Coll. ST VIII-D. 138

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-propos</i>	V
<i>Préface</i>	VII
Introduction générale	7

PREMIÈRE PARTIE

LA FRANCE FACE À LA RÉORGANISATION DE L'EUROPE : LES DÉFIS DU MARCHÉ COMMUN ET DE LA ZLE (1955-1958)

Chapitre premier. La CEE sans enthousiasme (1955-Mars 1957) ...	21
I. L'invention d'un Marché commun hypothétique (juin 1955-avril 1956)	21
A. La France face à la construction européenne : opportunités et contraintes.	21
1. La France au cœur des constructions européennes	22
2. Les décideurs français méfiants face au projet de Marché commun.	23
3. Les ambiguïtés de la conférence de Messine	25
4. Le mémorandum français d'octobre 1955.	26
B. Le rapport Spaak : les équilibres du Marché commun	27
C. La surprise et l'hostilité de l'administration française	30
1. Le rapport Spaak et le mémorandum français d'octobre 1955.	30
2. L'hostilité de l'administration au rapport Spaak	30
3. La contre-proposition de l'administration française en mai 1956	33

II. Le choix de la CEE par le gouvernement Mollet.	35
A. Le difficile choix politique du Marché commun (avril-août 1956)	35
1. Un trio gouvernemental engagé.	35
2. Le primat du pouvoir politique sur l'administration	36
3. La reprise en main de l'administration	38
4. L'échec sur le fond des opposants internes au Marché commun.	39
B. L'évolution vers une position française plus modérée (septembre-novembre 1956)	43
1. La définition d'une position réaliste en septembre 1956.	43
2. La ZLE et la place de la Grande-Bretagne dans la coopération européenne.	46
3. Le « tournant » de Suez.	48
C. Le patronat divisé face au Marché commun : le rôle de Georges Villiers	50
1. Le soutien du CNPF au Marché commun.	51
2. Le lobbying d'experts de l'automobile dans la négociation finale	55
3. La force de l'opposition patronale à la libération des échanges	57
4. Les libéraux peu enthousiastes envers le Marché commun.	58
5. De l'influence de l'acteur patronal	59
III. Un Marché commun toujours menacé (novembre 1956-mars 1957)	60
A. La ZLE : complément ou alternative ?	60
1. La ZLE relancée par Suez	60
2. Une mobilisation naturelle en faveur de la ZLE	63
3. L'émergence d'un groupe hostile à la ZLE	65
B. Des opposants au Marché commun très influents	68
1. Les décideurs politiques : Ramadier et Pierre Mendès France	68
2. Le Marché commun en porte-à-faux face à la logique des « fonctionnaires modernisateurs »	72

C. La complémentarité des promoteurs du Marché commun . . .	76
1. L'ambiguïté de la défense du Marché commun par Mollet	76
2. Le rôle central de Robert Marjolin	78
3. Les autres promoteurs du Marché commun dans l'administration	81
D. Les autres modèles d'Europe.	83
E. Conclusion : des promoteurs du traité de Rome peu nombreux et divisés	86
IV. Le traité de Rome face aux positions françaises	87
A. L'équilibre du traité de Rome	87
1. Un système institutionnel mixte	87
2. Une union économique potentielle	88
B. Le décalage face aux revendications françaises	91
1. L'absence de contre-proposition française.	92
2. Une difficile application de la CEE.	93
3. La menace de la ZLE sur la vision française de la CEE	94
V. Conclusion : la France et la négociation du traité de Rome.	96
A. La contrainte extérieure impose l'option européenne	96
B. Le rôle décisif des promoteurs du Marché commun.	96
C. L'intérêt économique et institutionnel de la CEE pour la France	98
Chapitre II. La crise française, la CEE et la ZLE (avril 1957-mai 1958)	101
I. La crise de la IV ^e République.	101
A. Les difficultés financières et le crédit international de la France	101
B. Le volontarisme du gouvernement Gaillard	102
C. L'offensive du CNPF : l'assemblée générale extraordinaire du 13 mai 1958	104
D. La crise finale de la IV ^e République.	106
II. L'acceptation de la CEE.	107
A. Le ralliement d'une majorité du patronat à la CEE.	107
1. La dernière opposition active : le secteur cotonnier	107

2. L'action de rassemblement du CNPF en faveur de la CEE.	109
B. L'adaptation rapide des décideurs publics.	111
1. L'évolution des fonctionnaires spécialisés dans les affaires européennes.	111
2. L'adaptation de l'organisation administrative.	113
C. L'absence de stratégie d'influence des jeunes institutions communautaires.	115
1. Les commissaires européens français.	116
2. L'administration communautaire et la place des fonctionnaires français.	117
III. La pression de la négociation ZLE.	120
A. Les débuts de la négociation intergouvernementale de la ZLE.	120
1. L'agressivité britannique envers la CEE.	121
2. Le comité Maudling.	122
B. Une méfiance croissante envers la ZLE.	123
1. Christian Pineau et l'impératif de la ZLE.	123
2. La définition rapide d'une position restrictive par l'administration.	124
3. Une mobilisation patronale influente en France.	126
4. Les divisions révélatrices du patronat européen.	129
C. La tentative de prise en main de la négociation par Gaillard.	132
1. L'investissement de l'exécutif (janvier 1958).	132
2. L'élaboration difficile du mémorandum français.	133
3. Le mémorandum de la Commission (mars 1958).	136
4. Vers une position commune des Six.	137
IV. Conclusion : une contrainte internationale croissante.	139

Chapitre III. De Gaulle et la rupture dans les négociations européennes (Mai-Décembre 1958). 143

I. La rupture politique nationale : le retour au pouvoir du général de Gaulle.	143
---	-----

A. Des conceptions européennes relativement favorables à la CEE en juin 1958	143
B. La position de force du président du Conseil de Gaulle	146
II. La rupture européenne : la fin de la ZLE	149
A. Le renforcement de la position française (juin-octobre 1958)	149
1. L'acceptation de la CEE et la nouvelle position sur la ZLE	149
2. La nouvelle position française sur la ZLE	151
3. Les progrès des négociations sectorielles	153
4. Vers une position commune des Six	154
B. La rupture de la négociation ZLE (octobre-décembre 1958) .	156
1. La stratégie de la rupture (octobre-début novembre 1958) .	156
2. La rupture des négociations (14 novembre 1958)	159
3. La communautarisation de la rupture (novembre-décembre 1958)	161
4. L'indécision britannique et la rupture finale du 15 décembre 1958	164
5. Conclusion : l'échec de la ZLE en 1958	166
III. La rupture européenne et mondiale : le plan Rueff	167
A. Une nouvelle initiative britannique : l'opération <i>Unicorn</i> ...	169
B. La réaction française : le comité Rueff et les décisions du 18 novembre 1958	172
C. Le débat sur le plan Rueff et la convertibilité	175
D. Les décisions françaises : du 10 au 31 décembre 1958	177
E. Le processus de décision du plan Rueff	181
F. La rupture du plan Rueff et la ZLE	184
IV. L'affirmation de la Commission européenne en 1958	186
A. La défense de l'intégrité de la CEE dans les négociations ZLE	186
1. L'enjeu de la négociation ZLE pour la jeune Commission européenne	186
2. L'affirmation rapide de la Commission Hallstein	187
3. Au service d'une approche communautaire de la ZLE	189
4. La convergence apparente entre la France et la Commission	190

B. Renforcer l'Europe monétaire par la crise française	191
1. Marché commun et union monétaire : un lien évident en 1956-1958	191
2. Le débat au début de 1958 : visions allemandes et britanniques	193
3. La communautarisation de la crise française de mai 1958 .	194
4. Le premier projet d'union économique et monétaire	197
5. Le second projet d'union économique et monétaire	200
C. Conclusion : une affirmation réussie de la Commission européenne	202
V. Charles de Gaulle et les nouveaux équilibres en France et en Europe	203
Conclusion de la première partie. La France face à la réorganisation de la coopération économique européenne (1955-1958)	207
I. La crise française	207
A. Les deux ruptures principales : le rapport Spaak et le plan Rueff	207
B. Les temps des négociations européennes et de la crise française	208
C. Crise et réforme du modèle français par la CEE	209
II. La conversion de la France à la CEE	210
A. La CEE, dernier levier d'influence internationale pour la France	211
B. Les vecteurs internes de la conversion	212
C. De la profondeur de la conversion	213
III. Le succès du modèle flexible de la CEE	214
A. Des interprétations multiples de la CEE	214
B. L'influence positive de la ZLE sur la CEE	215
C. La mise en place réussie de la CEE	216

DEUXIÈME PARTIE

**LES EUROPE ÉCONOMIQUES EN DÉBAT :
LES DÉCIDEURS FRANÇAIS ET LA CEE (1959-1969)**

Chapitre IV. Les bases de la politique européenne de la France gaulliste (1959-1969)	223
I. Des objectifs économiques ciblés, voire limités	224
A. Le Marché commun : un « traité de commerce »	225
B. L'encouragement à la libération des échanges	227
C. Le consensus français autour d'une libéralisation régulée	229
D. L'acceptation d'une Europe-arbitre	233
E. La PAC : une priorité politique mal maîtrisée	236
II. Une ambition politique et institutionnelle irréaliste	242
A. Les handicaps de la vision gaulliste pour la politique européenne	242
B. Une politique révisionniste agressive	244
C. Les limites de la politique révisionniste française : la crise de la chaise vide	247
D. Contrôler et influencer l'administration communautaire	254
E. L'autorité incontestée du général de Gaulle en matière de politique européenne	259
III. Conclusion : forces et faiblesses de la France gaulliste	266
 Chapitre V. L'Europe ordolibérale : la politique de la concurrence (1958-1965)	 269
I. Une nouvelle politique publique à l'échelle du Marché commun	269
A. Les enjeux de la politique de la concurrence en 1957	269
1. Des pratiques nationales diverses	271
2. Les dispositions du traité de Rome	273
B. Une mobilisation patronale précoce (1956-1957)	276
1. L'inquiétude du BDI	276
2. Les divisions internes au patronat européen	277
3. L'UNICE mobilisée mais sans doctrine	279

C. La constitution d'un réseau autour de la Commission (1958-1959).....	281
1. Le groupe ordolibéral de la Commission	281
2. Les divisions persistantes de l'UNICE	283
3. Les deux Europe organisées du patronat.....	285
4. Le débat intellectuel	286
II. Une mobilisation française inefficace face à la Commission ...	288
A. Juin 1959-Juin 1960 : impatience et mobilisation de la Commission	288
1. La nécessité d'un changement de stratégie	288
2. Une proposition de règlement ambitieuse.....	290
B. Le décalage des décideurs français (1958-1960).....	292
1. Une réflexion minimaliste et concentrée sur la circulaire Fontanet (1958-1960)	292
2. L'obsession française de la concentration de l'industrie allemande.....	294
C. L'impossible lobbying européen du patronat (1959-1960) ...	296
1. La faiblesse structurelle de l'UNICE dans les débats initiaux	296
2. L'offensive belge de l'été 1960	299
3. Le patronat face aux propositions de von der Groeben....	301
III. Le règlement 17/62 : succès et échecs de l'Europe ordolibérale.	304
A. La dynamique communautaire de la négociation (fin 1960-mi-1961)	304
1. La réaction française à la proposition de la Commission ..	304
2. La proposition passe l'étape du Conseil des ministres	307
3. La contre-offensive du CNPF par l'UNICE	311
4. L'action des acteurs patronaux et administratifs français ..	313
B. La dernière étape des négociations et le règlement 17/62 (juin 1961-décembre 1961).....	315
1. Les divisions de l'administration française face aux ambitions de la Commission.....	315
2. Le soutien de l'Assemblée (septembre-octobre 1961)	318
3. Le dernier effort du CNPF.....	320
4. Le revirement du gouvernement français	321

5. Le règlement 17/62 : une victoire pour la Commission ...	322
C. L'impossible application du règlement 17/62	324
1. Le problème de masse : l'afflux des notifications (1962-1964).....	324
2. La crise de confiance de la DG IV (1963-1964)	326
3. La sortie de crise (1964-1965).....	330
IV. Conclusion : succès et limites du projet d'Europe ordolibérale. .	332
A. La division des opposants	333
B. La Commission européenne au cœur du système institutionnel communautaire	334
C. Ambition et échec d'un projet ordolibéral néofonctionnaliste	335
D. La définition tardive d'une approche française de la politique de la concurrence.....	337
Chapitre VI. L'Europe « organisée » de Marjolin	339
I. La coordination des politiques économiques à moyen terme ...	339
A. La doctrine économique et européenne du commissaire Robert Marjolin. . . ,	339
B. La constitution d'un réseau de promotion de la programmation européenne	342
1. Un contexte favorable : la relance de la planification indicative	342
2. Le développement d'un réseau planificateur européen....	345
3. La promotion de l'idée de programmation	347
C. L'adoption de la « politique économique à moyen terme »...	349
1. La proposition de la Commission du 25 juillet 1963	349
2. La négociation au Conseil (juillet 1963-avril 1964)	352
3. La mise en œuvre de la PEMT (1964-1965).....	354
D. Conclusion : la cohérence du projet de Marjolin.	355
II. La coordination des politiques conjoncturelles et monétaires ...	356
A. Le besoin de coopération monétaire	356
1. Le dernier avatar de la négociation ZLE : le comité de politique conjoncturelle	357
2. La coopération des Six et le SMI	358

3. Les réflexions de Marjolin, de Triffin et de Jean Monnet (1959-1961).....	360
B. Le projet d'union économique et monétaire de Marjolin	363
1. La définition du projet (fin 1962-début 1963).....	363
2. Le lancement du projet : la communication du 19 juin 1963	365
3. Le débat à Six et les décisions des 13-15 avril 1964.....	366
C. Conclusion : l'UEM, une ambition ancienne et complémentaire de la PEMT.....	369
III. Le conflit entre l'Europe organisée et l'Europe ordolibérale.	370
A. Une opposition croissante entre deux conceptions économiques (1959-1964).....	371
1. Une rivalité structurelle.....	371
2. Les critiques réciproques des travaux entrepris au sein de la Commission	371
3. Le débat intellectuel (1962-1964).....	373
4. La critique du projet de politique économique à moyen terme.....	375
B. La poursuite des conflits doctrinaux : le dossier de la concentration (1964-1966)	376
1. Les réflexions de l'UNICE sur la concentration	376
2. L'inflexion apparente de la politique de la concurrence ...	378
IV. L'affrontement entre Marjolin et Hallstein : la crise de la chaise vide.	380
A. Les trois projets de relance de la CEE.	381
1. Le projet du gouvernement allemand : Europe politique et Europe libérale.	382
2. La relance du projet d'union économique et monétaire de Robert Marjolin	383
3. Les ambitions fédéralistes d'Hallstein.	386
B. Les oppositions au sein de la Commission européenne	390
1. Les rapports entre Marjolin et Hallstein en 1958-1962 : une convergence apparente	390
2. L'opposition de stratégie à partir de la fin 1964 jusqu'à la chaise vide.	392

C. Conclusion : confrontations et échecs des projets d'Europe les plus volontaristes	395
V. Le projet macroéconomique de Raymond Barre	396
A. Des réflexions prudentes	396
1. La persistance du débat sur la coordination des politiques économiques (1966-1967)	396
2. L'arrivée de Barre à la Commission européenne	400
3. Le mémorandum Barre de février 1968	402
B. Les projets monétaires relancés par la crise française	405
1. La crise de mai 1968	405
2. La crise de novembre 1968	408
3. Le plan Barre de février 1969	410
C. Des ambitions réelles de Barre en matière économique et monétaire	414
VI. Conclusion : le projet Marjolin d'Europe volontariste et sa postérité	415
Chapitre VII. Les projets de politique industrielle communautaire (1965-1969)	419
I. Le premier projet français de politique industrielle européenne de 1965	420
A. La relance de la politique industrielle française vers l'international	420
B. L'échec d'une approche partielle : les investissements directs étrangers (1963-1965)	423
C. La prise de conscience de la nécessité d'une politique industrielle globale (fin 1964)	425
D. La présidence française de 1965 et le lancement de la politique industrielle	428
II. Les réflexions sur la politique industrielle communautaire en France	433
A. L'émergence d'un courant révisionniste au sein des responsables français (1965-1967)	433
1. La chaise vide : l'émergence d'un courant révisionniste	433
2. De la chaise vide à la seconde candidature britannique (1966-1967)	436

3. Les divisions lors de la seconde candidature britannique (1967-1968)	440
4. La force du courant révisionniste	444
B. Le volontarisme français en matière de politique industrielle (1966-1967)	444
1. La relance de la politique industrielle nationale en 1966	444
2. Une nouvelle génération de « modernisateurs »	446
3. La promotion d'une approche européenne de la politique industrielle par Debré en 1967	454
4. Conclusion : des réseaux dynamiques à l'échelle nationale	458
III. Le lancement de la politique industrielle communautaire (1966-1968)	459
A. Une nouvelle force motrice à la Commission européenne (1966-1967)	459
1. Un contexte européen favorable	459
2. Un groupe franco-italien volontariste à la Commission européenne.	460
3. Le projet global de Colonna (1966-1967)	463
B. Les initiatives de politique industrielle de 1966-1968.	467
1. Inciter aux concentrations : la société européenne	467
2. L'approche sectorielle : la PRST	469
3. La réorientation du projet ordolibéral : encouragement à la concentration et à la coopération	474
IV. Vers les années 1970 : libéralisation et normalisation	477
A. L'évolution du CNPF vers une position plus libérale	477
B. Les mutations de la politique économique française.	481
C. La politique européenne de la France réorientée vers l'union économique	484
D. L'évolution des ambitions de la Commission européenne.	486
E. La remise en cause des bases de la politique gaulliste (fin 1967-1969)	488
V. Conclusion : les tentatives de politique industrielle.	490

Conclusion générale	493
Sources et bibliographie	509
Sources	511
Bibliographie	521
Index des noms de personnes	547
Index des institutions	549
Table des matières	551